

STAENDERAT

18.4.73

Geschäftsprüfungskommission
Tel. 031/61.62.12Fragen zum Geschäftsbericht 1972

(1t. Kommissionsbeschluss vom 17.4.73)

Bitte Antworten in 18 Exemplaren bis zum 8. Mai 1973 an das Sekretariat der Geschäftsprüfungskommissionen, Bundeshaus West, Büro 220/222, nur in der Sprache der Frage.

II. Fragen an das Politische Departement

Frage 1 (an alle Departemente): Unter Bezugnahme auf ihre vor 2 Jahren durchgeführte Umfrage wünscht die GPK zu wissen, wieviele Ihrem Departement angegliederte ausserparlamentarische Kommissionen seither (und insbesondere auf Ende der Amtsdauer) aufgehoben worden sind.

Frage 2 (an alle Departemente): Wie vollzieht sich die Zusammenarbeit mit der Zentralstelle für Gesamtverteidigung? Welche besonders, Ihr Departement betreffenden Fragen wurden seit Gründung der Zentralstelle behandelt?

Question 3 (p.33) - (Mme Girardin): Droit international public: La Division des affaires juridiques s'est occupée du problème du terrorisme, notamment sous l'aspect de la protection de l'aviation civile et la protection des diplomates, ceci en relation avec les Nations Unies et le Conseil de l'Europe. Est-il possible, actuellement, de faire le point de la situation?

Question 4 (p.34) - (Mme Girardin): Frontières nationales: La réalisation du projet de rectification de la frontière franco-suisse à Thônex-Vallard était prévue pour 1972. Quelles sont les causes du retard?

Question 5 (p.34) - (Mme Girardin): Relations de voisinage: D'une manière générale, quels sont les contacts qui ont été pris avec les pays voisins de la Suisse en ce qui concerne l'aménagement du territoire? En effet, la Convention franco-suisse du 23 septembre 1968 concernant une usine d'épuration des eaux dans les régions de Bâle, de Saint-Louis et d'Huningue, qui avait été acceptée par les deux parties, a été remise en cause par les autorités françaises. C'est un bon exemple de ce qui pourrait se passer constamment par la suite.



- 2 -

Question 6 (p.36) - (Mme Girardin): Commission centrale pour la navigation du Rhin: Où en sont les études pour la construction d'une troisième écluse à Kembs ?

Question 7 (p.38) - (Mme Girardin): Généralités (dernier paragraphe): Des cantons et des communes contribuent au développement de la coopération technique. Peut-on avoir, sous forme de tableau, leur nombre et le montant de leurs participations ?

Question 8 (p.39) - (Mme Girardin): Coopération multilatérale: 62 experts suisses ont travaillé pour des projets d'organisations internationales, alors qu'il y en avait 121 en 1971. D'où provient la différence ?

Frage 9 (S.39) - (Mr. Broger): Entwicklungshilfe: Nach einem Rapport des Delegierten für Technische Zusammenarbeit vom 30.4.71 erhielt das Institut Africain de Genève Beiträge vom Bund. Das lateinamerikanische Institut in St. Gallen, das sich statutengemäss mit Entwicklungsvorhaben in Lateinamerika befasst und hervorragende Arbeit leistet, konnte noch nie nennenswerte Beiträge vom Bund erhältlich machen. Weshalb ? Was wurde am Institut in Genf im Gegensatz zu demjenigen in St. Gallen mehr geleistet ?

Anmerkung:

Herr Ständerat Reverdin, der zurzeit im Ausland weilt, wird vermutlich in einigen Tagen noch Fragen zu den Abschnitten "Politische Angelegenheiten" und "Internationale Organisationen" einreichen.

EIDGENOESSISCHES POLITISCHES
DEPARTEMENT

I. Frage Nr. 1 (an alle Departemente)

Unter Bezugnahme auf ihre vor 2 Jahren durchgeführte Umfrage wünscht die GPK zu wissen, wieviele Ihrem Departement angegliederte ausserparlamentarische Kommissionen seither (und insbesondere auf Ende der Amtsdauer) aufgehoben worden sind.

II. Antwort

In den letzten zwei Jahren - und insbesondere auf Ende der am 31. Dezember 1972 abgelaufenen Amtsdauer - ist keine dem Eidgenössischen Politischen Departement angegliederte ausserparlamentarische Kommission aufgehoben worden. Indessen ist zu bemerken, dass die folgenden vier Kommissionen aufgehoben und durch eine sogenannte "Claims Commission" (Kommission für ausländische Entschädigungsleistung) ersetzt werden sollen, sobald die wenigen noch von ihnen behandelten Fälle erledigt sein werden:

- Kommission für die Hilfe an kriegsgeschädigte Auslandschweizer
- Rekurskommission für die Hilfe an kriegsgeschädigte Auslandschweizer
- Kommission für Nationalisierungsentschädigungen (nicht aktiv im Moment)
- Rekurskommission für Nationalisierungsentschädigungen (nicht aktiv im Moment).

3.5.1973

EIDGENOESSISCHES POLITISCHES
DEPARTEMENT

I. Frage Nr. 2 (an alle Departemente)

Wie vollzieht sich die Zusammenarbeit mit der Zentralstelle für Gesamtverteidigung? Welche besonders, Ihr Departement betreffenden Fragen wurden seit Gründung der Zentralstelle behandelt?

II. Antwort

Die Zusammenarbeit zwischen Politischem Departement und Zentralstelle für Gesamtverteidigung vollzieht sich vor allem durch die Vermittlung des Direktors der Direktion für Völkerrecht, der als Vertreter des Politischen Departementes dem Stab für Gesamtverteidigung angehört. Anlässlich der monatlich stattfindenden Sitzungen des Stabes bietet sich ihm Gelegenheit, bei der Behandlung der verschiedenen Geschäfte die Belange des Politischen Departements, namentlich die aussenpolitischen, neutralitätspolitischen und völkerrechtlichen Aspekte, zur Geltung zu bringen. Die Arbeiten des Stabes standen in den letzten Monaten vor allem im Zeichen der Erarbeitung einer Konzeption für Gesamtverteidigung. Die verschiedenen Vorschläge des Departements inbezug auf die aussenpolitische Konzeption wurden voll berücksichtigt. Der Vertreter des Departements hat sich auch aktiv an den Vorbereitungen des für 1974 in Aussicht genommenen Landesverteidigungskurses sowie der Landesverteidigungsübung 1975 beteiligt. Schliesslich wirkt das Departement bei den Ausbildungskursen über Gesamtverteidigung durch Zurverfügungstellung geeigneter Referenten für aussenpolitische und völkerrechtliche Fragen mit.

30.4.1973

DEPARTEMENT POLITIQUE FEDERALI. Question no 3

Droit international public: La Division des affaires juridiques s'est occupée du problème du terrorisme, notamment sous l'aspect de la protection de l'aviation civile et la protection des diplomates, ceci en relation avec les Nations Unies et le Conseil de l'Europe. Est-il possible, actuellement, de faire le point de la situation?

II. Réponse

A la suite d'un long débat au sein de la 6e commission, l'assemblée générale des Nations Unies a adopté, le 18 décembre 1972, une résolution sur le terrorisme, qui prévoit la création d'un comité spécial chargé d'étudier ce problème et de présenter des recommandations pour sa solution, compte tenu du "droit inaliénable à l'autodétermination et à l'indépendance de tous les peuples soumis à des régimes coloniaux et racistes" et "de la légitimité de leur lutte".

En adoptant une définition du problème qui tient compte de l'ensemble de ces éléments, les Nations Unies ont toutefois donné aux travaux du comité spécial une orientation qui ne permet guère d'espérer des résultats concrets rapides.

Dans certains domaines particuliers du terrorisme, les travaux entrepris sur le plan mondial ont abouti à des résultats plus concrets. Ainsi, la prochaine assemblée générale des Nations Unies élaborera une convention pour la protection des diplomates, sur la base d'un projet préparé par la commission du droit international.

En ce qui concerne la lutte contre le terrorisme aérien, les conventions de La Haye et de Montréal sont entrées en vigueur. La Suisse a ratifié la première d'entre elles mais pas la seconde qui nécessite une révision préalable de notre code pénal.

Le Comité juridique de l'OACI s'est réuni en janvier à Montréal pour étudier la question des mesures concertées qui pourraient être prises à l'égard d'Etats qui manqueraient à

- 2 -

leurs obligations dans ce domaine. Pour des raisons tant juridiques que politiques, la délégation suisse s'est prononcée contre l'idée d'un mécanisme de sanctions applicables aux Etats tiers.

En accord avec cette position de principe, notre délégation au Comité juridique de l'OACI s'est portée co-auteur avec le Royaume-Uni d'un projet prévoyant des sanctions entre seules parties contractantes, et cela par le mécanisme d'un amendement à la Convention de Chicago qui soumettrait le comportement irrégulier d'Etats en relation avec le terrorisme aérien à une sanction déjà prévue actuellement pour d'autres cas, à savoir l'interdiction des services aériens de l'Etat fautif au-dessus du territoire des Etats contractants. Le comité a finalement retenu quatre projets dont celui de la Suisse et du Royaume-Uni et les a renvoyés à une assemblée générale de l'OACI et à une conférence diplomatique qui devraient se tenir simultanément à la fin de l'été prochain.

Sur le plan européen, le comité des ministres du Conseil de l'Europe, réuni à l'échelon des délégués, du 9 au 19 janvier 1973, a décidé de convoquer un comité de hauts fonctionnaires chargé d'examiner les aspects juridiques des problèmes posés par le terrorisme international et en premier lieu ceux que soulève la résolution des Nations Unies, en prenant également en considération les initiatives prises ou envisagées au sein d'autres organisations internationales. Ce comité des hauts fonctionnaires, à Strasbourg les 8 et 9 mars, a décidé, sur l'initiative de la délégation belge, de proposer au comité des ministres d'entreprendre une enquête sur l'état présent de la législation des pays membres afin de dresser l'inventaire des lacunes existantes en matière de coordination de la répression du terrorisme. Le comité des ministres a adopté cette suggestion et l'enquête proposée par la Belgique est actuellement en cours. Au vu de ses résultats, le comité des ministres aurait à décider d'un élargissement éventuel du mandat du comité ad hoc. Selon les circonstances, on pourrait envisager de charger cet organe d'étudier les possibilités d'une meilleure coordination entre Etats membres du Conseil de l'Europe dans la lutte contre le terrorisme. La délégation suisse a soutenu l'initiative de la Belgique.

30.4.1973

DEPARTEMENT POLITIQUE FEDERALI. Question no 4

Frontières nationales: La réalisation du projet de rectification de la frontière franco-suisse à Thônex-Vallard était prévue pour 1972. Quelles sont les causes du retard?

II. Réponse

Le Département politique a poursuivi ses démarches en 1972, d'abord pour obtenir l'accord formel de la France au projet de rectification, puis pour désigner les plénipotentiaires et fixer le lieu de la signature. En raison de ces diverses formalités, la signature n'a pas pu avoir lieu en 1972; elle interviendra sous peu.

30.4.1973

DEPARTEMENT POLITIQUE FEDERALI. Question no 5

Relations de voisinage: D'une manière générale, quels sont les contacts qui ont été pris avec les pays voisins de la Suisse en ce qui concerne l'aménagement du territoire? En effet, la Convention franco-suisse du 23 septembre 1968 concernant une usine d'épuration des eaux dans les régions de Bâle, de Saint-Louis et d'Huningue, qui avait été acceptée par les deux parties, a été remise en cause par les autorités françaises. C'est un bon exemple de ce qui pourrait se passer constamment par la suite.

II. Réponse

De nombreux contacts sont établis avec les Etats voisins pour la solution de problèmes de voisinage. Dans la mesure où il s'agit de problèmes de portée purement locale, les cantons sont habilités, en vertu de l'article 10, alinéa 2, de la Constitution fédérale, à établir un contact direct avec les autorités locales étrangères. Les questions de portée régionale, celles qui concernent plusieurs cantons ou qui touchent au droit fédéral demandent en revanche une participation des autorités fédérales. Le Département politique est de ce fait en contact étroit avec les cantons frontières les plus concernés, surtout avec Genève, Bâle-Ville, Bâle-Campagne, Saint-Gall, Thurgovie, Schaffhouse et Tessin.

Dans les tout derniers temps, une tendance commune s'est fait jour des deux côtés de la frontière, à créer pour le règlement des questions d'aménagement du territoire, à cheval sur la frontière, des commissions mixtes chargées d'une activité de coordination pour tous les problèmes d'aménagement du territoire dans un sens large. La création de telles commissions mixtes est prévue pour la région de Genève comme pour celle de Bâle (dans ce dernier cas, sous forme de commission tripartite). A ce propos, il y a lieu de signaler aussi les tâches nouvelles qui incombent au délégué pour l'aménagement du territoire en relation avec la planification dans les régions frontières.

L'affaire, mentionnée dans la question, de l'établissement en Alsace d'une station d'épuration pour Bâle a en effet montré combien il est difficile de réaliser des mesures d'aménagement

du territoire au-delà de la frontière alors même que les arrangements nécessaires ont préalablement été pris par les Etats intéressés. Dans le cas cité, une modification postérieure du plan d'aménagement local a nécessité un changement de l'emplacement de la station envisagée dans l'arrangement international. Comme l'accord ne peut être approuvé du côté suisse qu'après l'octroi du crédit par le Grand Conseil de Bâle-Ville et que l'établissement des plans n'était pas encore assez avancé pour ce faire, l'accord n'était pas entré en vigueur si bien que la France n'a pas commis formellement de violation de l'arrangement. Les conversations reprises entretemps viennent d'aboutir à une entente entre autorités suisses et françaises. On peut donc escompter que le nouvel emplacement de la station soit fixé dans un proche avenir.

30.4.1973

DEPARTEMENT POLITIQUE FEDERALI. Question no 6

Commission centrale pour la navigation du Rhin:
Où en sont les études pour la construction d'une
troisième écluse à Kembs?

II. Réponse

Il appartient au Comité technique de la Commission centrale pour le Rhin de présenter des propositions pour la construction d'une troisième écluse à Kembs, en se fondant pour ce faire sur deux études actuellement en cours de préparation à la suite de notre intervention au plenum de la Commission en octobre 1972: l'une, préparée par la France, concernant l'état de fonctionnement actuel des écluses, et l'autre, préparée par la Suisse, concernant le volume de trafic prévisible pour 1985 dans les régions de Strasbourg et Karlsruhe. La Suisse demandera la mise à l'étude d'une troisième écluse. Nous estimons en effet que Kembs constitue un goulot d'étranglement car ses écluses n'ont pas les mêmes dimensions que celles situées plus en aval.

30.4.1973

DEPARTEMENT POLITIQUE FEDERALI. Question no 7

Généralités (dernier paragraphe): Des cantons et des communes contribuent au développement de la coopération technique. Peut-on avoir, sous forme de tableau, leur nombre et le montant de leurs participations?

II. Réponse

Le tableau ci-joint récapitule l'effort des cantons et des communes en matière de coopération technique.

Annexe

30.4.1973

t. 280 - MZ/ve
t. 720

Berne, le 31 août 1972

Coopération technique des cantons et des communes
suisses avec les pays en voie de développement

(chiffres parvenus à notre connaissance)

(montants en milliers de francs suisses)

Cantons et communes	1970	1960 (1) 1970	1971	1960 (1) 1971
Canton d'Appenzell Rh. Ext.	2	2		2
Canton d'Argovie	9	320	9	329
Aarau		1		1
Baden		30	10	40
Rheinfelden		2		2
Wettingen	6	19	5	24
Total communes d'Argovie	6	52	15	67
Total canton et communes d'Argovie	15	372	24	396
Canton de Bâle - Campagne		70		70
Canton de Bâle - Ville	307	1.275	195	1.470
Bâle		434		434
Riehen	20	25		25
Total communes de Bâle - Ville	20	459		459
Total canton et communes de Bâle - Ville	327	1.734	195	1.929

Cantons et communes	1970	1960-1970 (1)	1971	1960-1971 (1)
Canton de Berne	10	249	30	279
Berne		3	25	28
Berthoud		5		5
Bienne		45	20	65
Delémont	1	1	3	4
Interlaken			5	5
Köniz	4	7	4	11
Spiez			5	5
Steffisbourg		2		2
Taoune		1		1
Total communes de Berne	5	64	62	126
Total canton et communes de Berne	15	313	92	405
Canton de Fribourg		2		2
Canton de Genève	1.361	5.897	1.009	6.906
Carouge		30		30
Genève	10	340	310	650
Grand-Saconnex			5	5
Lancy	22	69	15	84
Morin	5	5	9	14
Total communes de Genève	37	444	339	783
Total canton et communes de Genève	1.398	6.341	1.348	7.689
Canton de Glaris	2	2	2	4
Canton de Lucerne	19	295	15	310
Emmen	11	11	5	16
Lucerne		2		2
Total communes de Lucerne	11	13	5	18
Total canton et communes de Lucerne	30	308	20	328

- 3 -

Cantons et communes	1970	1960-1970 (1)	1971	1960-1971 (1)
Canton de Neuchâtel	21	220	61	281
La Chaux-de-Fonds		9		9
Le Locle		50	1	51
Neuchâtel		11		11
Total communes de Neuchâtel		70	1	71
Total canton et communes de Neuchâtel	21	290	62	352
Canton d'Obwald	3	4	1	5
Sarnen	1	1	1	2
Total canton et communes d'Obwald	4	5	2	7
Canton de St Gall		57		57
St Gall		55		55
Total canton et communes de St Gall		112		112
Canton de Schwytz		10	1	11
Schwytz		5		5
Total canton et communes de Schwytz		15	1	16
Canton de Soleure		144	20	164
Derendingen			5	5
Dornach	5	5		5
Granges	34	258	34	292
Olten	10	58	10	68
Soleure	10	68	8	76
Total communes de Soleure	59	389	57	446
Total canton et communes de Soleure	59	533	77	610

- 4 -

Cantons et communes	1970	1960-1970 (1)	1971	1960-1971 (1)
Canton du Tessin	10	12		12
Locarno	1	1	1	2
Lugano		16	10	26
Total communes du Tessin	1	17	11	28
Total canton et communes du Tessin	11	29	11	40
Canton de Thurgovie		23		23
Arbon	1	44		44
Frauenfeld		1		1
Total communes de Thurgovie	1	45		45
Total canton et communes de Thurgovie	1	68		68
Canton du Valais		209		209
Brigue			5	5
Total canton et communes du Valais		209	5	214
Canton de Vaud		1	20	21
Lausanne	10	25	28	53
Total canton et communes de Vaud	10	26	48	74
Canton de Zurich		179		179
Adliswil	25	25		25
Dietikon		94		94
Dübendorf			62	62
Erlenbach			3	3
Hinwil			68	68
Kilchberg		53		53
Kloten			10	10
Küssnacht	12	174	10	184
Winterthur	25	25	25	50
Zollikon	60	358	50	408
Zurich	1000	1962		1962
Total communes de Zurich	1.122	2.691	228	2.919
Total canton et communes de Zurich	1.122	2.870	228	3.098

- 5 -

Cantons et communes	1970	1960-1970 (i)	1971	1960-1971 (ii)
Total général cantons	1.744	8.971	1.363	10.334
Total général communes	1.273	4.330	752	5.082
Total général cantons et communes	3.017	13.301	2.115	15.416

Note:

(1) De 1960 à 1967, la statistique a porté sur les engagements. Dès 1968, elle est constituée par les versements effectifs.

Commentaires:

- A. Les montants indiqués représentent uniquement l'aide technique, c'est-à-dire que l'aide alimentaire ou humanitaire n'ont pas été considérées.
- B. Dans les montants cités, les efforts des diverses universités cantonales ne sont pas tous compris (bourse, etc.)
- C. Le canton et les communes de Genève ont, à eux seuls, fourni 49,9 % de l'aide totale par cantons et communes.
- D. Les cantons de Genève, Zurich et Bâle-Ville et leurs communes ont fourni 82,5 % de l'aide totale; le reste (17,5 %) se répartit entre 16 autres cantons et leurs communes.

DEPARTEMENT POLITIQUE FEDERALI. Question no 8

Coopération multilatérale: 62 experts suisses ont travaillé pour des projets d'organisations internationales, alors qu'il y en avait 121 en 1971. D'où provient la différence?

II. Réponse

La différence s'explique par le fait que les chiffres en question ne sont pas comparables.

Le chiffre cité dans le rapport de gestion de 1971 correspond au nombre des experts suisses en fonction au siège d'organisations internationales au 31 décembre 1971.

Le chiffre mentionné dans le rapport de gestion de 1972 correspond au nombre d'experts suisses nouvellement recrutés pour le siège d'organisations internationales durant l'exercice passé en revue.

Il est clair que du moment où l'on changeait de bases de calcul, il aurait fallu l'expliquer. Les chiffres comparables pour les deux années en cause sont 121 et 47 pour 1971 et 93 et 62 pour 1972.

30.4.1973

EIDGENOESSISCHES POLITISCHES
DEPARTEMENT

I. Frage Nr. 9

Entwicklungshilfe: Nach einem Rapport des Delegierten für technische Zusammenarbeit vom 30. April 1971 erhielt das "Institut Africain de Genève" Beiträge vom Bund. Das Lateinamerikanische Institut in St. Gallen, das sich statutengemäss mit Entwicklungsvorhaben in Lateinamerika befasst und hervorragende Arbeit leistet, konnte noch nie nennenswerte Beiträge vom Bund erhältlich machen. Weshalb? Was wurde am Institut in Genf, im Gegensatz zu demjenigen in St. Gallen, mehr geleistet?

II. Antwort

Anlässlich der Behandlung des Geschäftsberichtes 1971 hatten wir Gelegenheit, die Beziehungen zwischen dem Delegierten für technische Zusammenarbeit und dem "Institut Africain de Genève" sowie dem von der ETH-Z organisierten Kurs über Probleme der Entwicklungsländer näher zu erläutern.

Die leitenden Organe des "Institut Africain de Genève", das sich auch mit Lateinamerika und Asien beschäftigt, werden vom Genfer Staatsrat ernannt. Finanziell wird es vom Kanton Genf, unter Beihilfe des Dienstes für technische Zusammenarbeit, getragen. Der dort erteilte Unterricht führt zum Erwerb eines Abgangszeugnisses (nach 1 Studienjahr) oder eines Diploms (nach 2 Studienjahren). Das wöchentliche Unterrichtsprogramm umfasst rund 40 Stunden. Das Institut wird gegenwärtig von mehr als 150 Studenten besucht, die sowohl aus Industrieländern wie aus Ländern der Dritten Welt stammen. Ausser der reinen Ausbildung hilft dieses Institut mit, unsere Mitarbeiter, vor ihrer Abreise, auf ihre künftigen Aufgaben vorzubereiten; im weiteren erteilt es uns in zahlreichen Fällen wissenschaftlich fundierten Rat, insbesondere durch die Uebernahme von Aufträgen, einzelne Entwicklungsvorhaben zu bewerten, und stellt Mitglieder des Lehrkörpers für unsere technischen Kommissionen zur Verfügung.

Der von der ETH-Z organisierte Kurs bezweckt eine ergänzende Ausbildung junger Ingenieure und Architekten (sowie einiger in geisteswissenschaftlichen Fächern Diplomierter), die eine auf Entwicklung der Dritten Welt abzielende Laufbahn anstreben.

- 2 -

Zum Kurs werden jährlich ca. 30 Teilnehmer zugelassen. Nach zwei Semestern in Zürich absolvieren die Teilnehmer einen drei- bis viermonatigen Arbeitsaufenthalt in einem der verschiedenen Projekte der Entwicklungszusammenarbeit. Dieses Praktikum wird vom Delegierten für technische Zusammenarbeit organisiert und finanziert. Wir beabsichtigen damit, die Heranbildung von Personen zu fördern, die in der Folge in unsere Dienste oder in diejenigen privater Hilfsorganisationen oder auch der Privatindustrie treten könnten.

Als 1969 die Beziehungen zwischen dem Delegierten für technische Zusammenarbeit und den schweizerischen Hochschulen intensiviert wurden, versäumten wir nicht, auch mit dem Lateinamerikanischen Institut in St. Gallen in Verbindung zu treten. Da dieses, mit Ausnahme seines Direktors, über kein ständiges Personal verfügte und auch keine regulären Studenten annahm, blieb es bei dieser Fühlungnahme. Vor ungefähr einem Jahr berief nun der Verwaltungsrat des Instituts Dr. h.c. Viktor Umbricht zu seinem Präsidenten und ernannte in der Person von PD Dr. J.M. Baumer einen neuen, nebenamtlichen Direktor. Unsere Gespräche mit diesen beiden Herren ergaben, dass das Lateinamerikanische Institut - welches von der Lateinamerikanischen Handelskammer in der Schweiz abhängt und von der schweizerischen Privatindustrie finanziert wird - reorganisiert werden soll, um den Bedürfnissen unserer Industrie besser gerecht zu werden. Wir begrüßen die neue Aktivität des Instituts, sind jedoch der Auffassung, dass die schweizerische Industrie über genügend eigene Mittel verfügt, um das Funktionieren dieses ihres Arbeitsinstrumentes sicherzustellen. Im Sinne einer Ermunterung haben wir uns gleichwohl bereiterklärt, an die Finanzierung einer Erkundigungsreise beizutragen, die der neue Institutsdirektor diesen Sommer während mehr als drei Monaten nach Lateinamerika unternehmen wird.

Darüber hinaus besteht zwischen uns und der Hochschule St. Gallen für Wirtschafts- und Sozialwissenschaften, mit der das Lateinamerikanische Institut Beziehungen guter Nachbarschaft unterhält, enger Kontakt. Die genannte Hochschule veranstaltet für leitende Mitarbeiter lateinamerikanischer staatlicher oder halbstaatlicher Wirtschaftsdienste Sonderseminare (besonders über Exportförderung), deren Finanzierung wir übernehmen. Ausserdem gelangten bis jetzt sechs Diplomierte dieser Hochschule in den Genuss unseres Förderungsprogrammes für junge Forscher. Dieses Programm, in dessen Rahmen wir bis jetzt 24 Stipendien gewährten, ermöglicht es jungen Wissenschaftlern, in einem Entwicklungsland eine erste Forschungsarbeit durchzuführen, die im allgemeinen zur Abfassung einer Dissertation dient.

3.5.1973